

Association NSS-Dialogues

« Un forum pour repenser les rapports recherche-société » (Paris, Université Paris-Diderot, Halle aux farines, 24 mars 2012)

Les 4 et 5 février 2011 s'est tenu à Dakar le 2^e Forum mondial sciences et démocratie (FMSD), qui a réuni plus de 130 universités, ONG, institutions scientifiques et gouvernements des cinq continents. L'objectif de ce dialogue politique était de questionner le rapport de nos sociétés à leurs institutions de recherche et d'enseignement supérieur, au Nord comme au Sud. Le succès de cette entreprise, lancée en 2007, invite à proposer de décliner ces débats aux niveaux régionaux et nationaux. Dans le cadre des initiatives françaises du FMSD, une première rencontre a été organisée en janvier 2010 à la Bourse du travail (Paris). « Un forum pour repenser les rapports recherche-société¹ » en est le prolongement ; il concerne le contexte français et, indirectement, la situation à l'échelle européenne, voire mondiale.

Argumentaire

Les sciences et les technologies sont des faits sociaux et culturels. Elles pèsent de tout leur poids sur notre vision du monde, les orientations de nos sociétés, sur des échelles de temps souvent incompatibles avec le rythme de nos démocraties contemporaines. De même que les choix effectués dans les années 1970 se ressentent lourdement en ce début de XXI^e siècle, ceux d'aujourd'hui influenceront sur les trajectoires de nos sociétés au cours des cinquante ans à venir.

Privilégier une recherche entendue d'abord comme vecteur de compétitivité du pays, comme source d'innovation technologique, au détriment d'un soutien aux sciences humaines et sociales et aux humanités, relève d'une certaine vision de l'économie, de la société, du savoir et de la richesse, et constitue un choix ; n'évoquer

¹ Principales associations ayant témoigné un intérêt pour l'initiative : CRID, AITEC, Groupe 38, 4D, les Petits Débrouillards, IPAM, Cedetim, Fondation sciences citoyennes, Confédération paysanne, Sauvons la recherche, Attac France, CCFD, Global Chance, Vivagora, Sauvons l'Université, Espaces Marx, FMTS, ASTS, L'appel des appels, NSS-Dialogues...

que les innovations technologiques en passant sous silence les innovations socioéconomiques (soit la capacité du corps social à inventer des modes d'organisation, de production et de distribution) est aussi un choix. Ils ne sont pas les seuls. De leur côté, les acteurs de la société civile agissent le plus souvent en aval d'innovations technologiques, sous forme de veille ou de contre-expertise. Ils devraient davantage s'intéresser à la conception même des programmes de recherche, de façon à anticiper sur leurs conséquences sociales et sociétales.

Cet état de fait et les discussions menées à Dakar ont conduit le Secrétariat international du FMSD à mettre en œuvre un dialogue « de communauté à communauté » – communauté universitaire d'une part, société civile (ONG, syndicats...) d'autre part – et à mener cette initiative dans plusieurs régions du monde.

Les contextes français (élections présidentielles et législatives), européen (8^e Programme-cadre de recherche et de développement, Horizon 2020) et mondial (crises multiples, Rio + 20) fournissent l'occasion de (re)mettre en débat, mais aussi de faire valoir, des propositions en matière de politique de recherche, de diffusion des savoirs, de réforme de l'enseignement, de liens entre sciences, technologies, recherche et citoyenneté.

Déroulement de la journée du 24 mars 2012 : trois axes, six ateliers

La journée était structurée autour de trois axes de travail, comportant chacun deux ateliers : un atelier dit conceptuel le matin et un atelier dit opérationnel l'après-midi. Ces ateliers étaient encadrés par une séance plénière introductive et une séance consacrée aux « conclusions » de la journée².

² Le texte qui suit constitue le programme du « forum pour repenser les rapports recherche-société ». Un compte rendu détaillé sera publié dans un prochain numéro de NSS.

La nécessaire démocratisation des savoirs : des concepts aux réalisations

Faire coexister les différents savoirs

Bien que souvent à l'origine du savoir scientifique moderne, les savoirs traditionnels et endogènes sont facilement dénigrés par les scientifiques contemporains. Il faut aujourd'hui dépasser cette posture et réfléchir à la manière de faire coexister ces différents savoirs pour envisager un monde socialement et écologiquement plus juste et responsable, où la technoscience ne serait pas considérée comme un remède à tous les maux – et ce, dans le contexte plus que contestable de l'économie de la connaissance (imposé par le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000). La notion de biens communs de la connaissance et leur promotion constituent des pistes à explorer pour éviter une hiérarchisation outrancière des savoirs et leur marchandisation mortifère. Les recherches en coconstruction en sont une autre.

La coconstruction des savoirs et la démocratisation des sciences en action

La question de la coconstruction des savoirs (recherche participative, recherche contextualisée, recherche-action, recherche-intervention, recherche hybride...) est une question scientifique (approches et méthodologies), politique (orientation de la recherche au regard des objectifs et besoins sociétaux) et citoyenne (fonctionnement démocratique, implication des citoyens). Elle fait donc partie intégrante du processus de démocratisation des sciences. La recherche en coopération avec les acteurs de la société civile et l'implication des citoyens dans la politique de la recherche et dans les choix technologiques sont devenues une nécessité pour la société et requièrent de trouver et de mettre en place les modes d'organisation des institutions aptes à promouvoir ce processus. Cela permettrait aussi l'émergence d'un mode original et novateur de production de savoirs et de connaissances qui aurait un énorme potentiel pour contribuer à l'émergence d'une société socialement et écologiquement plus juste et responsable, mais qui reste encore marginal et marginalisé.

Les chercheurs face à leurs responsabilités : le dialogue citoyen pour sortir de l'ornière

La difficile question de la responsabilité des chercheurs face aux exigences sociétales et environnementales

Dans un système en crise, il est tentant de renvoyer la responsabilité d'une catastrophe sanitaire ou environnementale, des conséquences d'un mauvais choix politique ou financier, vers une entité impalpable, intangible : l'administration, le marché, les décideurs, mais

aussi les experts. La réalité est bien plus complexe que cela. Pour ce qui concerne les sciences et les technologies, la relation entre le chercheur, ses recherches et leurs applications (quels qu'en soient les commanditaires) mérite d'être interrogée. Il semble aberrant de culpabiliser les chercheurs a priori. La science perdrait sa raison d'être si elle ne permettait plus l'exploration de champs inconnus ou mal connus. Pour autant, un chercheur au fait des applications de ses travaux n'a-t-il pas un devoir citoyen ?

Pérenniser le dialogue entre chercheurs et mouvements sociaux pour sortir du carcan de l'économie de la connaissance

La mise en concurrence des universités, des laboratoires et des chercheurs eux-mêmes dénature le travail scientifique au nom de la sacro-sainte compétitivité et de l'acceptation imposée de la logique de l'économie de la connaissance. Recherche de financements, contrats sur projet, évaluations, course aux brevets et obligation de résultats viennent pervertir le métier de chercheur et précariser son quotidien. Dans un tel contexte, quelles alternatives sont envisageables ? Comment les organisations et syndicats travaillant sur ces problématiques peuvent-ils aider à proposer une nouvelle voie ?

Recherche et citoyenneté au service d'un système éducatif à refonder

L'enseignement et l'éducation au cœur du lien recherche-société

Le système éducatif du XIX^e siècle, de la maternelle au supérieur, était conçu pour faire entrer nos sociétés dans le monde industriel capitaliste. Son armature demeure intacte encore aujourd'hui. Nous savons tous combien il est délicat de toucher aux équilibres généraux sans risquer de provoquer des dégâts et des effets collatéraux néfastes. Pour autant, la crise de la raison instrumentale, la crise du « progrès », la crise de la prédominance de la pensée réductionniste et mécaniciste, sont attestées par toutes nos organisations, d'une manière ou d'une autre. À Dakar, à l'occasion du 2^e Forum mondial sciences et démocratie, la notion de « crise épistémologique globale » a pour la première fois émergé. Elle touche d'autant plus juste qu'elle annonce ce qui attend les mouvements progressistes contemporains, à savoir aborder un débat profond, ouvert et prospectif sur les évolutions requises dans nos systèmes de transmission de savoirs.

Enseignement supérieur, recherche et citoyenneté : une mise en cohérence indispensable

Repenser les politiques et les agendas de recherche ne pourra se faire sans une cohérence effective, non

seulement avec les programmes de l'enseignement supérieur, mais aussi avec les exigences citoyennes. Cela pose de nombreuses questions, parmi lesquelles : La formation des enseignants, des chercheurs ou des travailleurs scientifiques peut-elle s'envisager sans intégrer aux enseignements l'éthique, l'épistémologie ou l'histoire des sciences ? Comment les organisations de la société civile non marchande pourraient-elles « entrer » à l'université pour exposer d'autres manières

de valoriser les compétences acquises ou encore débattre sur les responsabilités qui incombent aux travailleurs scientifiques dans un monde aux ressources limitées et en proie à des inégalités croissantes ?

Pour préparer au mieux cette journée, des documents de travail ont été placés sur le site du Forum mondial sciences et démocratie – Initiatives en France : <http://fmsd-france.org>